

Indtroduction : les femmes dans la société urbaine : culture - politique - économie

Autor(en): **Head-König, Anne-Lise**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte
= Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale**

Band (Jahr): **11 (1993)**

PDF erstellt am: **24.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-871730>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Introduction: Les femmes dans la société urbaine

Culture – politique – économie

Présence et surtout rôle des femmes dans la ville qui, considérés dans la longue durée, témoignent d'une conjoncture changeante et sont ceux d'une avance et d'un reflux continuels. Présence massive des femmes qu'il faut rappeler puisque la structure organisationnelle des villes implique souvent, en Europe, des effectifs féminins importants jusqu'au 19^e siècle. Présence qui s'atténue par la suite, mais sans jamais disparaître.¹ On regrettera cependant que, dans le vaste panorama de l'existence urbaine des femmes qui nous est offert, deux aspects fondamentaux n'ont pas été évoqués – faute de contributions sur le thème –, celui de l'emploi majoritaire des femmes jusqu'au 19^e siècle, la domesticité, et celui du comportement démographique qui reste pour tant l'un des facteurs d'explication principaux de l'évolution des villes.

L'analyse faite par *Peter Kamber*² de la formation des femmes et de leurs habitudes de lectures à Lucerne à la fin du 18^e siècle comporte quelques surprises. Elle révèle tout d'abord une absence de différenciation dans le niveau d'instruction des femmes entre certaines villes catholiques et protestantes que l'on a longtemps cru ne pas pouvoir déceler.³ Elle souligne ensuite l'avance des citadines par rapport au monde rural, et surtout elle montre comment la ville a pu atténuer le dimorphisme sexuel en matière d'instruction de base. Ceci, il est vrai, grâce à des circonstances particulières et non pas suite au développement d'une école publique qu'auraient favorisée les instances urbaines. Si large diffusion de l'alphabétisation des filles il y a eu à Lucerne, elle ne s'explique, en effet, que par le rôle qu'ont joué les congrégations religieuses féminines et leur action déterminante en matière d'éducation des filles de toutes les couches de la société. Rien de similaire du côté masculin, en revanche, pour contrebalancer la présence de la communauté féminine enseignante. D'où une fréquence de scolarisation élevée des filles au niveau élémentaire qu'attestent les données chiffrées et qui se traduisait, en outre, par un écart net entre les deux sexes à l'avantage des filles de la fin du 18^e siècle jusque dans la seconde décennie du 19^e siècle.⁴ Il est bon, cependant, avant de s'étonner de la proportion élevée de filles qui fréquentaient l'école – entre les

deux tiers et les trois quarts de la population féminine en âge de scolarisation à la fin du 18^e siècle – de rappeler la particularité de certaines villes alémaniques et notamment les pratiques restrictives des chefs-lieux alémaniques en matière d’immigration jusqu’au 19^e siècle. Ces pratiques ont contribué à limiter le flux de migrants ruraux des couches inférieures dont la progéniture était moins encline à fréquenter l’école pour des raisons évidentes de nécessité économique. L’on a donc affaire à une population largement constituée de natifs – exception faite des domestiques – qui avait des pratiques d’alphabétisation plus intenses qu’une population nouvelle-venue. Mais il faut souligner que deux autres facteurs importants ont contribué aussi à la scolarisation de l’ensemble urbain, et notamment féminin: d’une part le rôle central de la ville de Lucerne, chef-lieu administratif et culturel et d’autre part l’importance des Ursulines pour un espace géographique plus large, d’autant plus que ces dernières, dont la vocation essentielle était l’enseignement, dispensaient un enseignement gratuit. Il est donc probable que la présence de l’école de religieuse a encouragé également l’éducation des filles des alentours de la ville et, en même temps, a attiré les filles de bonne famille de toute la Suisse centrale, puisque cette institution était la plus grande, et de loin, de toute la région. Une hypothèse que suggèrent les effectifs extérieurs mentionnés par P. Kamber et qui peuvent représenter plus de 15% des effectifs de filles qui fréquentent l’école des Ursulines.

L’avance féminine indéniable qui apparaît au travers des statistiques présentées par P. Kamber suscite cependant un certain nombre d’interrogations. Peut-on, en effet, attribuer au fait de l’écolage gratuit dispensé par les Ursulines la plus grande scolarisation des filles que l’on constate en examinant les statistiques de l’instruction élémentaire lucernoise? L’auteur souligne bien le rôle non négligeable de l’éducation privée et les habitudes de certains membres du patriciat d’engager des précepteurs pour l’éducation de leurs enfants et, notamment, de leurs fils. Mais la lecture des structures démographiques, et notamment le déséquilibre prononcé des sexes aux âges 6–12 ans – évalué à 117 filles pour 100 garçons dans les années 1780–1788, à 11 en 1799 –, suggère aussi l’existence d’autres pratiques: elles reflètent aussi, me semble-t-il, d’abord l’importance de la formation à l’extérieur. Celle-ci se traduit fréquemment par l’envoi des jeunes fils de la haute bourgeoisie et du patriciat – dès l’âge de 11–12 ans – dans des instituts ou des familles d’autres cantons ou pays pour y apprendre, entre autres, les langues étrangères, en particulier le français, une pratique courante de la bourgeoisie urbaine que l’on peut observer aussi dans d’autres villes helvétiques. Le déséquilibre prononcé des sexes aux âges de la scolarisation reflète ensuite aussi, et surtout à la fin du 18^e siècle, un certain impact qu’avait alors encore le service étranger dans les

familles patriciennes: leurs fils engagés très jeunes dans les troupes suisses à l'étranger, souvent comme cadets, y étaient instruits par les soins des maîtres d'école des régiments suisses. Peut-on, ensuite, du fait de la fréquentation féminine de l'école plus forte conclure à une meilleure instruction des filles? Pas nécessairement, puisque le but de l'éducation des filles était d'en faire de bonnes chrétiennes et de bonnes ménagères et que par conséquent, même chez les Ursulines, le temps consacré à leur édification occupait une place importante dans l'horaire. L'on relèvera cependant le caractère plus «intellectuel» de la formation des filles à Lucerne par rapport au programme de l'école de la ville de Berne, protestante, où les filles n'apprenaient que catéchisme et lecture, sans y adjoindre l'écriture, le calcul et la pratique de la langue allemande.⁵ En fin de compte, sur la base des effectifs scolaires, de l'irrégularité de la fréquentation de l'école, des contenus divergents de l'enseignement selon le sexe, Peter Kamber estime le nombre de Lucernoises capables de lire à 50–60% de la population, une proportion équivalente à celle des hommes.

Ces effectifs importants expliqueraient l'intérêt que le public alphabétisé féminin, notamment de la couche dirigeante, montrait aussi bien pour la souscription d'ouvrages dont les thèmes correspondaient au goût du jour que pour la location de livres proposée aux lecteurs de la ville par le cabinet littéraire de J. A. Salzmann créé en 1780. L'intérêt de ce cabinet était qu'il visait aussi un public féminin. S'agissant d'une institution rapidement favorisée par les femmes, l'offre d'ouvrages et leur contenu répercutaient la demande féminine: d'une conception encyclopédique à l'origine, elle a dû proposer rapidement – par nécessité économique – un éventail beaucoup moins large d'ouvrages qui répondait à une demande très typisée privilégiant une consommation reflétant les modes littéraires avec, notamment, des ouvrages romanesques et des écrits éducatifs et édifiants. La conséquence en a été la division des lecteurs lucernois en deux publics: public de femmes et d'enfants d'une part et public masculin d'autre part. Ce dernier se caractérisait par une certaine opposition, parfois véhémence, au goût des femmes et il se retrouvait dans des sociétés de lecture concurrentes, souvent uniquement masculines, et préoccupées davantage par «les rêves patriotiques» d'un Franz Urs von Balthasar et de ses successeurs.

L'évolution subséquente sera, par conséquent, moins favorable aux filles et le grand dessein de l'éducation sous l'Helvétique sera davantage axé sur l'éducation élémentaire des garçons, les autorités scolaires laissant celle des filles se dégrader, du fait de la suppression de l'école conventuelle et de l'introduction de l'école payante. Et par la suite, les visions républicaines et patriotiques de la bourgeoisie et des nouvelles classes dirigeantes assigneront à l'éducation des filles d'autres objectifs, une évolution bien

mise en évidence par *Brigitte Schnegg*⁶ dans sa communication sur l'impact qu'a eu pour les femmes de la couche dirigeante bernoise et à *fortiori* pour l'ensemble des femmes la transformation de l'espace assigné aux femmes. Espace mutant, toujours redéfini en fonction de normes sociales qui se modifient constamment. Ainsi l'on assiste à une première grande rupture des comportements à la fin du 17^e siècle. Jusque-là les rapports sociaux quotidiens entre femmes et hommes de la société patricienne bernoise étaient confinés à la sphère familiale, du fait de la partition des espaces en féminin/masculin et des tâches assignées à chaque sexe. La sociabilité publique, focalisée encore sur les associations corporatives et les institutions républicaines à forte imprégnation militaire et politique était alors essentiellement masculine, ceci tout au contraire de la sociabilité féminine qui, elle, relevait de la sphère domestique et était rarement détachée d'un contexte laborieux. Au début du 18^e siècle, la transformation du mode de vie de la classe dirigeante, l'affinement des mœurs et les pratiques nouvelles de rapports sociaux entre les sexes ont provoqué un changement structurel de la sociabilité avec une influence croissante des femmes sur la vie de la société. Pour expliquer cette transformation radicale, Brigitte Schnegg souligne l'impact des apports étrangers, notamment par le biais des alliances matrimoniales des hauts officiers bernois au service étranger.⁷ Il n'en reste pas moins que l'on appréhende encore mal les causes de la disparition des stéréotypes anciens dans les rapports sociaux de sexes et de l'adoption d'un mode de vie nouveau qui affecte toutes les sphères de la vie quotidienne de la couche aristocratique et, en particulier, la participation des femmes à l'espace public. Doit-on y voir aussi des raisons économiques – après tout, ce mode de vie plus coûteux impliquait des revenus accrus –, des raisons sociales, parmi lesquelles un exclusivisme social croissant qui était le pendant de celui de la sphère politique⁸ et la modification du temps de loisirs n'ont probablement pas joué un rôle négligeable? Dans quelle mesure la modification des occupations du sexe masculin a-t-elle pu contribuer aussi à la mise en place de structures de sociabilité différentes? Il est possible, en effet, qu'au 18^e siècle, le fonctionnement différent du service étranger qui était l'un des secteurs d'emploi les plus recherchés par le patriciat, notamment celui de la ville de Berne,⁹ ait permis une présence masculine accrue dans la capitale du pays, un préalable indispensable pour que se développent salons et soirées. La création et le développement de ces salons, par les femmes, ont fait une place nouvelle à la femme, et notamment à la femme lettrée qui n'était plus confinée aux seules servitudes domestiques. Dans le milieu – restreint – du patriciat, elle était devenue la partenaire et l'égale de l'homme pour tout ce qui touchait à la sphère culturelle,¹⁰ sans cependant conquérir l'égalité économique ou politique.¹¹ Mais, parallèlement à cette sociabilité réunissant

femmes et hommes, ont surgi au cours du 18^e siècle d'autres formes de sociabilité, à caractère souvent politique, annonciatrices d'une remise en question du statut social des femmes, celles des cercles, des cafés et des sociétés réunissant les «talents» de la société, mais dont les femmes étaient exclues, parce que considérées comme responsables de l'effémination de la société.¹² L'émergence d'un patriotisme républicain prônant les vertus d'un mode de vie paysan frugal opposé à un modèle urbain, patricien et frivole, a entraîné progressivement, dans la seconde moitié du 18^e siècle, l'instrumentalisation des valeurs féminines au service de la propagation de cet idéal. Il visait la réintégration de la femme, vertueuse et travailleuse, dans la sphère privée et familiale, afin que puisse se développer une sociabilité virile, support nécessaire des institutions républicaines.¹³ Cependant, on n'aura garde d'oublier l'émergence simultanée d'un autre stéréotype créé par le monde urbain au 18^e siècle et qui sera déterminant, lui aussi, pour les rapports sociaux de sexes, à savoir celui de la bipolarité du monde rural avec, d'une part, les sociétés pastorales, dites traditionnelles, restées vertueuses¹⁴ et, d'autre part, les sociétés rurales qui s'industrialisaient et auxquelles l'élite urbaine reprochait l'adoption de modèles de comportement étrangers, à l'exemple de la ville.¹⁵ La contribution de *Susanna Burghartz* analyse, dans le cadre des événements qui ont secoué la ville de Bâle en 1690–1691 lorsque les corporations réclamaient le maintien de leurs droits, le rôle des femmes dans la sphère publique, à la fois comme actrices des événements et comme «boucs-émissaires» lorsqu'il s'est agi, pour les contemporains, d'expliquer l'origine de cette crise politique. L'étude des textes de l'époque révèlent de manière étonnante les rouages et les articulations de la vie politique d'Ancien Régime et la manière dont les femmes étaient perçues lorsqu'elles essayaient d'influencer les acteurs politiques. Trois préalables semblent avoir été indispensables pour que les femmes puissent influencer le jeu politique et les nominations. C'était d'abord les possibilités d'accès à l'information, c'était ensuite la fonction centrale qui leur revenait dans la transmission de l'information dans une société où la structure du pouvoir était informelle, et c'était finalement la fonction pivotale de l'appareil, du clientélisme et du patronage¹⁶ en vue de l'acquisition de pouvoir politique – et par conséquent du pouvoir économique – par leur maison. A cet égard, l'utilisation très fréquente de certains termes est révélatrice, celui de la «recommandation», celui de l'«influence», mais aussi le recours, aussi bien entre égaux qu'entre inégaux, aux gestes du don et du contre-don. Ce dernier, même lorsqu'il apparaissait sans but spécifique immédiat, servait à l'entretien du réseau de relations, réseau susceptible d'être activé en cas de nécessité, un phénomène dont les conséquences n'échappaient pas aux contemporains, d'où les querelles auxquelles ces pratiques ont donné lieu.

A noter que la forme d'action politique reposant sur l'influence était chagée d'autant plus fortement de suspicion qu'elle était pratiquée par une femme. La connotation négative des deux termes femmes/politique suscitait d'ailleurs aussi une animosité virulente, parce qu'elle transgressait la hiérarchie existante entre les sexes. Mais, en même temps, dans le cas de la crise bâloise, les agissements des femmes ont permis d'occulter les causes réelles de la rébellion, de même que le rôle et le comportement des acteurs masculins, parce que ce sont les femmes qui ont été considérées comme les instigatrices principales des troubles. Leur action a permis ainsi de disculper leurs concitoyens masculins qui étaient impliqués dans les troubles. L'on notera aussi le rôle qu'ont joué les atteintes à la réputation: elles ont été l'arme qui a permis de discréditer les femmes qui envahissaient la sphère publique.

Le rôle fondamental de la rumeur¹⁷ est aussi mis en évidence dans la contribution de *Gaby Sutter*¹⁸ et de *Regula Ludi*¹⁹ dans des contextes différents, il est vrai, mais qui montrent comment toute allusion verbale à connotation négative à propos de la réputation d'une personne émanant du voisinage ou de l'opinion publique avait des conséquences immédiates. G. Sutter montre le rôle des paroles dans la transformation du jeu social et les conséquences également économiques qu'elles ont pu avoir. En l'occurrence, elles pouvaient être la raison de la rupture d'un contrat d'apprentissage entre l'apprenti/l'apprentie et son maître/sa maîtresse, ou elles pouvaient empêcher la création de nouveaux contrats pour cause de mauvaise réputation. Mais la mise en cause de l'intégrité morale a toujours pris des formes et des contenus différents selon le sexe. On relèvera d'abord que la réputation des femmes est plus facilement menacée que celle des hommes, ensuite que ce dont elles sont accusées reste toujours plus vague que les accusations plus précises portées contre les hommes, et finalement que les causes de la mauvaise réputation diffèrent profondément: pour les femmes, ce sera la diffamation de leur vertu, pour les hommes, ce seront les manifestations d'ivresse et de violence surtout. Ces problèmes de rumeurs et de dénonciation qui ont été aigus, pour le moins jusqu'au début du 20^e siècle, résultaient aussi, dans l'espace urbain, d'une double contrainte. D'une part, la surveillance pointilleuse était l'un des ingrédients indispensables de l'imposition de conformité et, d'autre part, les conditions de logement et d'habitat provoquaient une promiscuité involontaire, d'autant plus qu'existait encore – et davantage pour les métiers féminins – l'imbrication des espaces du logement et du lieu de travail. Cet enchevêtrement spatial avait d'ailleurs son équivalent dans celui de la compétence professionnelle et du comportement privé. C'est que le devoir des maîtres et maîtresses impliquait encore, au début du 20^e siècle, outre la formation à un métier, la supervision du comportement des apprentis.

La rumeur, véhicule du savoir féminin informel, est aussi l'un des personnages centraux de la contribution de R. Ludi. Du fait même de son existence, elle a forcé, au 19^e siècle, le monde politique, libéral et bourgeois, qui était essentiellement masculin, à tenir compte en matière de morale, de l'opinion publique qui se formait au contact du voisinage, de la rue et du café. Une opinion publique qui répercutait les échos de la rue et à la formation de laquelle les femmes participaient pleinement du fait de l'intérêt populaire traditionnel pour le thème de la morale des «autres», à savoir celle de la classe politique, un intérêt d'autant plus grand que le peuple était exclu de cet univers inaccessible. Cette opinion ne pouvait plus être ignorée sans impunité par la classe dirigeante de la Régénération. Du fait de l'existence d'un code de valeurs des classes populaires différent de celui de la classe bourgeoise qui s'érigait en contre-morale s'opposant à la morale «dominante», il existait, en effet, un danger latent pour l'ordre existant, parce que susceptible de remettre en cause la morale que la bourgeoisie croyait devoir et s'efforçait d'inculquer aux classes populaires. Le savoir de la rue mettait en question et l'autorité des instances étatiques et de leurs représentants et la légitimité de leur morale répressive, puisque la quasi totalité de l'administration et même les organes de la police étaient soupçonnés de corruption et de collusion en raison de leurs contacts avec des prostituées. Ce n'est donc pas l'activité de prostitution, alors passible de prison, qui a été la raison avancée pour inculper une prostituée bernoise, mais bel et bien le délit politique dont elle se serait rendue coupable en diffamant des fonctionnaires par ses révélations au sujet des rapports sexuels qu'elle aurait entretenus avec une majorité d'entre eux et de la protection qu'ils lui auraient accordée en échange. Pour faire taire les bruits qui enflammaient le public et qui discréditaient la classe dirigeante, les organes administratifs ont recouru aux stratégies traditionnelles pour permettre aux hommes incriminés de se disculper. La première arme utilisée était celle de la moindre valeur attribuée au témoignage féminin: l'on a affaire ici à l'aboutissement d'une longue évolution que l'on constate partout en Suisse depuis la fin du 16^e siècle et qui se traduit par la détérioration de la crédibilité féminine devant les instances de la justice. La deuxième arme utilisée était celle de la bagatellisation de la valeur de l'information apportée par les témoins féminins. En les targuant de commérages sans importance, les hommes utilisaient une généralisation déjà ancienne sur le comportement verbal des femmes. La troisième arme, enfin, était celle de l'intimidation des témoins par les organes de la justice utilisant la menace de représailles, à savoir que les témoins pourraient à leur tour avoir maille avec la justice du fait des rumeurs qu'ils ou plutôt qu'elles, en l'occurrence, propageaient. Procédure qui s'avère révélatrice de la double solidarité des fonctionnaires: solidarité masculine et solidarité

de classe. Mais la durée de la peine de l'accusée – douze mois de prison – a été aussi la mesure de la transgression de l'un des tabous majeurs de la société et du monde de la prostitution: celui d'avoir révélé les noms de ses clients et de les avoir donnés en pâture au public, une transgression qui a toujours eu des conséquences néfastes pour leur auteur quant à sa position dans la société.²⁰

La contribution de *Regula Pfeifer* a porté sur l'action des femmes au moment de la hausse des prix de l'été de 1916.²¹ Elle permet d'établir tout à la fois la continuité des comportements depuis le Moyen âge quant au rôle des femmes dans les mouvements de protestation et les changements qui se sont produits au cours du 19e siècle quant à la manière dont s'organisait leur résistance et quant aux effets à long terme de leur action. Tout d'abord en ce qui concerne la continuité: les femmes sont toujours présentes dans toutes les démonstrations et les manifestations qui touchent aux subsistances, alors qu'elles n'apparaissent pas ou seulement en filigrane lors d'autres types d'émeutes. L'on rappellera néanmoins que les historiens ne s'accordent pas sur l'importance qu'il faut attribuer aux foules féminines lors des *émotions* populaires frumentaires. Pour les uns, la participation des femmes a été déterminante, elles étaient les actrices principales, les meneuses les plus violentes verbalement, celles qui prenaient à partie ceux qu'elles jugeaient être responsables de la pénurie et de la hausse des prix.²² Pour des raisons qui relèvent du mode d'organisation de l'économie familiale, ce sont elles qui se sentaient directement concernées par la montée des prix, parce qu'elles étaient en charge de la gestion quotidienne du ménage et de son approvisionnement.²³ Pour d'autres historiens, en revanche, si la participation des femmes est indiscutable dans ce type d'émeutes, leur rôle n'y a pas toujours été prédominant.²⁴ Continuité également en ce qui concerne les causes et le moment du déclenchement des protestations: elles se produisaient lorsque la denrée de base, en l'occurrence les pommes de terre, de même que les nourritures secondaires principales, ici les légumes et les fruits, haussaient brutalement, et ceci au moment de la soudure, voyez en 1916 les premiers signes avertisseurs dès la fin du mois de juin. L'on notera aussi le contexte d'une effervescence généralisée: les manifestations des femmes contre la hausse des prix des denrées qu'a étudiées R. Pfeifer n'est pas un phénomène isolé. Elles se produisent à l'instar des protestations qui se sont multipliées dans d'autres pays européens au cours de la deuxième décennie du 20e siècle²⁵ avec une visée identique: celui d'une disponibilité accrue des produits de première nécessité à des prix accessibles à la couche des travailleurs la plus défavorisée. Et l'on constate ici aussi la répétition de mécanismes typiques des émeutes de subsistance: d'abord l'imputation de la responsabilité à ceux qui étaient engagés dans le processus de distribution; puis la pression directe verbale

et les menaces physique sur les vendeurs et venderesses du marché qui s'accompagnait du renversement des étalages; ensuite, dans une séquence ultérieure, la prise en charge par la foule des marchandises à vendre à un prix qu'elle fixait elle-même – et l'on voit ici la réapparition du concept du prix équitable, à savoir celui du «juste prix». En revanche, nouveauté depuis la seconde moitié du 19e siècle quant à l'organisation des manifestations. On perçoit bien la part qu'a eue, en 1916, la structure organisationnelle de la protestation dans l'atteinte des objectifs par rapport aux actions collectives anciennes, qui, elles, étaient très majoritairement spontanées. Le succès et les résultats obtenus sur le plan politique, tant par rapport aux organes étatiques que par rapport à leur propre parti, s'explique par l'organisation efficace des femmes de la social-démocratie, et ceci en dépit de leur exclusion des instances décisionnaires. Encore faudrait-il pouvoir étudier aussi, dans l'analyse des raisons du succès, la place qu'ont eue la peur des femmes et leur présence en grand nombre dans les protestations sur les décisions des autorités locales et fédérales qui sont toutes masculines.

Le rôle décisif de l'organisation est aussi l'élément explicatif du succès partiel de la grève qui a frappé Barcelone en été 1913²⁶ et qui a été déclenché à l'instigation d'un nouveau syndicat anarchiste ayant réussi à mobiliser pour la première fois les femmes en grand nombre et à les faire participer par milliers aux manifestations. Les grèves avaient pour objet une double revendication: celle de la durée de travail bien plus élevée dans le secteur textile féminisé à 75% que dans les secteurs masculinisés et celle du bas salaire, trop bas pour compléter adéquatement le salaire masculin en raison de la hausse importante du coût de la vie au début du 20e siècle, et insuffisant pour subsister pour ce qui est des femmes seules et surtout celles qui avaient des charges familiales. La discrimination des femmes quant au salaire – souvent de moitié inférieur à celui des hommes, à travail égal – étaient alors défendue tant par les fabricants que par les instances étatiques avec l'argument de la moindre valeur du travail féminin, ceci au moyen des stéréotypes habituels: ceux de la force physique moindre, de la moindre productivité, du manque de concentration, du bavardage etc. La politique des bas salaires féminins était, en revanche, dénoncée par les inspecteurs des fabriques et par les milieux ecclésiastiques qui soulignaient, au contraire, la valeur du travail féminin. Ceci sans effet puisque les syndicats, quelle qu'ait été leur tendance, ou les milieux catholiques, n'ont pas jugé nécessaire d'intervenir. *Beate Althammer* souligne que, dans cette société dominée par les hommes où les ressentiments du monde ouvrier masculin envers les travailleuses étaient virulents, l'on pouvait constater un processus très fort d'intériorisation par les femmes du problème de l'inégalité salariale en fonction du sexe. Ce problème des disparités salariales ne figurait donc

pas dans le catalogue des griefs de la grève, à l'instar de ce qui se produisait ailleurs lorsque hommes et femmes se mettaient en grève ensemble. Toutefois, la grève de 1913 a été, pour les femmes, à l'origine d'une prise de conscience de leur pouvoir, d'où l'apparition d'un certain nombre d'initiatives originales, indépendamment de celles des hommes, d'où aussi le succès partiel de la grève puisqu'il se produisit un ajustement des horaires du secteur textile à ceux des secteurs masculinisés de l'industrie. Ce qui semble avoir rendu difficile l'obtention de résultats satisfaisants pour les femmes qui participaient à ces mouvements de revendication était bien la lutte qu'elles devaient mener de front sur deux plans différents: face aux employeurs soutenu par l'Etat dans le cas étudié par B. Althammer – face aux forces du marché dans celui étudié par R. Pfeifer – et face à leur propre mouvement qui ne les intégrait que difficilement en son sein sur le plan décisionnel, et par conséquent ne prenait pas en compte des revendications proprement féminines.

Les marchés de la Suisse romande étudiés par *Anne Radeff*²⁷ sont révélateurs de l'imbrication du monde rural et du monde urbain. A cela s'ajoute leur très forte connotation féminine, au contraire des foires plus largement dominées par l'élément masculin. Ce rôle du marché s'expliquait par le fait qu'il a été l'un des pivots du fonctionnement et de la gestion de l'économie familiale. Pourtant il ne fait aucun doute que sa dimension économique et sociétale reste parmi les secteurs les plus mal connus jusqu'à l'aube du 20e siècle. Les nombreux textes législatifs existant avant le 19e siècle ne permettent pas, en effet, d'éclairer le rôle divers qu'y ont joué les femmes dans l'exercice de leurs diverses fonctions, à la fois comme productrices et revendeuses et comme consommatrices et gestionnaires présidant aux destinées du budget familial. Ce type de sources confond, en effet, hommes et femmes dans la *pseudo-neutralité* du *ils* (l'expression est de Michelle Perrot). Toutefois, grâce à des textes littéraires et à une iconographie importante dès le 19e siècle, A. Radeff a pu étudier la fonction centrale du marché en Suisse romande comme lieu d'échange et comme lieu de sociabilité caractérisés par la présence de femmes de tous âges et de toutes les couches sociales. Quatre éléments qui me paraissent, en revanche, primordiaux, n'apparaissent pas ici, soit en raison du type de sources utilisées, soit du fait de l'inexistence de sources susceptibles d'éclairer la problématique. C'est d'abord le rôle respectif des paysannes et des citadines comme actrices dans le domaine de la vente. Est-il à l'image qu'en donnent les sources alémaniques pour le 18e siècle?²⁸ Et dans quelle mesure la présence des femmes comme vendeuses s'est-elle modifiée selon les siècles? C'est aussi la conjoncture du marché à long terme: la transformation de ses activités en fonction des changements structurels de l'économie (notamment du côté

de l'offre avec son éventail variable de denrées), son accessibilité (quels frais pour les productrices-vendeuses et les revendeuses?). Stands de marché et boutiques sont-ils complémentaires pour satisfaire aux besoins de la clientèle – le marché étant imbattable étant donné ses bas prix – ou au contraire concurrents? C'est ensuite le potentiel de conflits que représente le marché, puisqu'il est aussi le lieu d'un rapport de force entre une demande et une offre. Lorsque ces deux variables se modifient et deviennent sources de tension (voyez l'analyse de R. Pfeifer), il serait utile de savoir si et dans quelle mesure en période de mauvaise conjoncture le comportement des acheteuses diffère selon le sexe de ceux qui représentent l'offre. Et finalement, il ne faut pas négliger aussi d'autres facteurs qui ont pu influencer la structure et la conjoncture du marché, ainsi par exemple du côté de la demande. L'apparition de nouvelles sensibilités, voire les normes de salubrité qu'a introduites l'Etat, ont pu perturber le fonctionnement traditionnel du marché et contribuer à sa féminisation du côté de la vente (cf. les problèmes de boucherie).²⁹ La fluctuation de la demande en fonction des saisons a pu également perturber l'offre de certains producteurs et productrices et, par conséquent, affecter leur source de revenu.

La transformation du marché urbain – notamment son élargissement spatial – et la circulation des produits au cours des 16e et 17e siècles sont aussi parmi les facettes étudiées par Ulrich Pfister.³⁰ Il considère que ces facteurs sont des éléments explicatifs déterminants de la détérioration de la position économique des femmes dans la société urbaine au début de l'époque moderne. Ainsi, à Zurich, les changements qu'a subis la production – et notamment la production textile – auraient nécessité la recherche de nouveaux consommateurs et par conséquent des débouchés nouveaux sur des marchés d'exportation lointains se substituant aux marchés locaux. L'éviction des femmes de ces marchés lointains serait due à leur situation légale – la difficulté de conclure des contrats –, à leur absence d'accès au capital, à leur faible mobilité géographique et à leur manque de relations capables de leur assurer la protection nécessaire à la bonne marche de leurs affaires dans la sphère politique. Ce serait donc ces modifications structurelles du fonctionnement du marché qui auraient entraîné, dans le monde urbain et au cours de la première moitié du 17e siècle, la disparition des femmes entrepreneurs indépendantes qui, dans le cas de Zurich, étaient encore nombreuses au 16e siècle dans le secteur cotonnier, et qui auraient fait place à une main d'œuvre féminine salariée travaillant surtout dans le secteur soyeux proto-industriel. L'argument économique du marché et l'argument juridique n'apparaissent cependant pas suffisants pour expliquer la dégradation de l'emploi féminin urbain. Il semble qu'il faille aussi introduire d'autres facteurs d'explication en ce qui concerne les transformations du

monde du travail urbain suisse, dans sa majorité protestant, car le commerce et le négoce associés à la fabrication ne sont qu'une partie de l'activités urbaine.³¹ Une place de choix doit revenir aussi au changement de mentalité qu'ont entraîné les Réformes zwinglienne et calvinienne. Le retour à des valeurs fondées sur la lecture de l'Écriture sainte a réintroduit la notion de hiérarchie des sexes avec la subordination de la femme à l'homme et par conséquent la vision d'une moindre indépendance économique de la femme. Cette réassimilation des préceptes bibliques n'était pas visible seulement dans le secteur économique, elle a affecté aussi les rapports de sexes dans d'autres sphères de la vie sociale, et de manière particulièrement frappante, dans la sphère de la sexualité. Ce qui ne signifiait d'ailleurs pas absence totale d'aménagement dans la réalité quotidienne, en fonction des nécessités.³² Les possibilités limitées de reconversion des femmes dans les autres secteurs d'activités urbains n'étaient donc pas seulement le reflet d'une volonté malthusienne des corporations résultant de la crainte d'une concurrence croissante entre artisans. Elle reflétaient aussi d'autres conceptions de la place des femmes qui se sont combinées avec une évolution économique et démographique dans la seconde moitié du 16e et au début du 17e siècle défavorables aux femmes. Mouvement qui n'est alors pas d'exclusion totale, mais de marginalisation des femmes.³³ La sphère d'activité des femmes s'est déplacée aux marges du travail artisanal, notamment dans le travail non qualifié, semi-légal, qui ne correspondait pas aux normes corporatives en matière de qualifications et de qualité³⁴ et toute velléité d'envahir l'espace corporatif provoquait instantanément des polémiques violentes, auxquelles les notions d'estime et d'honneur n'étaient pas étrangères.³⁵ D'ailleurs ce n'est pas seulement à l'opposition féroce des métiers organisés dès le 17e siècle qu'il faut imputer l'éventail limité des secteurs urbains où étaient employées les femmes.³⁶ Sans doute existait-il aussi une corrélation à chercher en rapport avec la taille des villes. Il apparaît, en effet, que dans les plus grandes villes européennes, à Londres, à Amsterdam, les femmes sont campées dans bien d'autres secteurs que ceux usuels au monde suisse, et notamment dans le secteur commercial. Dans le cas d'Amsterdam, il est vrai que la structure démographique de la ville explique, en partie, la présence des femmes dans de nombreux secteurs.³⁷ Mais plus importants encore sont deux autres facteurs, dont l'un est évident, à savoir l'influence qu'a l'expansion économique sur les emplois disponibles,³⁸ mais dont l'autre me semble avoir été largement ignoré sous l'effet d'une tendance à la généralisation que souligne Liliane Mottu-Weber³⁹ dans sa contribution. Ce sont les formes qu'a prises la croissance économique urbaine et les choix qu'ont décidé de faire les villes: choix culturels de l'ouverture ou de la fermeture à l'immigration qui suscitent à leur tour des choix

économiques. Choix de l'ouverture dans le cas des villes hollandaises, d'où une immigration énorme qui se traduit aussi par la création d'espaces de travail nouveaux pour les femmes. Dans celui des villes suisses, en revanche, choix de l'opposition aux afflux de population susceptibles de concurrencer le marché de l'emploi local qui a généralement prévalu. La conséquence en a été le choix de l'investissement dans le monde rural et une évolution démographique dérisoire des plus grandes villes suisses aux 17^e et 18^e siècles – exception faite de Genève sans doute sous la contrainte de son exigüité territoriale – qui est préjudiciable au choix des activités féminines. C'est donc bien aussi le type d'expansion économique qu'il faut considérer si l'on veut étudier la place des femmes dans la ville: la ville peut s'enrichir, sans qu'il y ait création concomitante d'emplois nombreux, si ce n'est ceux du service de maison, reflet de la richesse accrue de la ville.⁴⁰ A autre espace européen, autre modèle d'insertion économique des femmes dans la ville. Liliane Mottu a d'ailleurs bien montré les limites d'un modèle unique, que l'on croit pouvoir appliquer à l'ensemble de l'Europe pour la période moderne. L'exemple de Genève montre que l'insertion des femmes dans l'économie urbaine est plus grande qu'on ne le décrit habituellement, parce que certaines des activités des femmes et le pouvoir économique qu'elles leur confèrent ont été largement ignorés par la recherche historique.

Enfin si une certaine marginalisation des femmes au-delà du 16^e siècle est indéniable, il serait cependant utile de procéder à une analyse qui tienne compte de trois aspects encore trop négligés pour ce qui touche au monde urbain suisse. C'est d'abord l'étude systématique des domaines qui sont de la compétence exclusive des femmes. Ainsi, par exemple, leur pouvoir inégalé pour tout ce qui a trait à la naissance, à la santé et à la maladie et qui préviendra la mainmise médicale jusqu'au début du 19^e siècle. C'est ensuite l'étude des espaces partagés et à l'égard desquels les préjugés du 19^e siècle ont obscurci notre vision actuelle en raison de la féminisation subséquente de certaines activités. Le peu de considération actuelle dont jouissent les ouvrages de la main le montre bien. Faut-il rappeler que tant le tricotage que la broderie ont été, l'un jusqu'au début du 19^e siècle, l'autre jusqu'au début du 20^e siècle, aussi des métiers masculins urbains?⁴¹ Et c'est finalement aussi l'étude qui reste à faire des espaces conquis par les femmes. Nous savons encore trop peu de choses sur les conséquences des transformations de certains secteurs économiques à la suite d'une demande intérieure accrue et des effets de la mode. Un exemple: la modification de l'économie vestimentaire et notamment la production du linge «de dessous» a probablement entraîné au 18^e siècle une création de métiers féminins que l'on sousestime encore.

Notes

- 1 Encore en 1900, l'ensemble des 19 villes suisses de plus de 10'000 habitants compte 114 femmes pour 100 hommes.
- 2 Cf. infra, la communication de Peter H. Kamber, *Lesende Luzernerinnen. Der Buchdrucker und Leihbibliothekar Joseph Aloys Salzmann und die Entstehung des weiblichen Lesepublikums am Ende des Ancien régime.*
- 3 Inutile de généraliser d'ailleurs. Le niveau de scolarisation des femmes en milieu urbain fluctue en fonction de multiples variables: les filles sont 40% moins nombreuses à fréquenter l'école à Zoug en 1799, mais aussi nombreuses que les garçons à Bienne en 1789.
- 4 Cf. infra, le graphique 1 dans l'article de P. H. Kamber.
- 5 Peter Beck, *Die Volksschulen der Stadt Luzern bis zum Ende der alten Eidgenossenschaft*, in: *Luzern, 1178–1978. Beiträge zur Geschichte der Stadt, Luzern 1978*, p. 290.
- 6 Cf. infra, *Soireen, Salons, Sozietäten. Geschlechtsspezifische Aspekte des Wandels städtischer Öffentlichkeit im Ancien régime am Beispiel Berns.*
- 7 C'est en particulier à l'influence d'une aristocrate hollandaise qu'a été attribuée le changement de mœurs au sein du patriciat. Il est difficile d'ailleurs de démêler le réel de l'imaginaire dans cette attribution. La priorité donnée à l'élément féminin étranger comme facteur d'explication de mœurs nouvelles – que l'on peut constater aussi à l'occasion de comportements innovatifs dans d'autres sociétés helvétiques – est peut-être un stéréotype résultant du conformisme des comportements et de la crainte de se différencier, omniprésents dans les sociétés urbaines de la Suisse, de sorte que même les membres de l'élite ne pouvaient être que difficilement les promoteurs de changements dictés par les modes étrangères.
- 8 Sur le monopole du service de l'Etat et les conséquences du non-accès à la sphère politique dirigeante, cf. Heinrich Türler (Hg.), *Kulturhistorisches im alten Bern (1776–1778)*, in: *Berner Taschenbuch (1926)*, p. 82–83.
- 9 Au 18e siècle, l'on peut déceler, me semble-t-il, des pratiques plus fréquentes de remplacement dans les charges élevées de l'armée, les officiers titulaires, qui vaquent alors à d'autres activités ou qui rentrent dans leur pays, se faisant remplacer par des officiers qu'ils rémunèrent pour commander à leur place.
- 10 Sur les limites «naturelles» des facultés féminines dans certains domaines telles que les propagent la plupart des philosophes même éclairés, cf. Michèle Crampe-Casnabet, Saisie dans les œuvres philosophiques (XVIIIe siècle), in: Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris 1991, t. 3: XVIe–XVIIIe siècles, p. 341.
- 11 Ce qui ne signifie pas leur absence politique de l'arrière-scène. Sur l'activation politique des femmes au moment des nominations aux postes politiques, et le rôle des réseaux de patronage et du clientélisme, cf. infra la communication de Susanna Burghartz, *Frauen – Politik – Weiberregiment. Schlagworte zur Bewältigung der politischen Krise von 1691 in Basel.*
- 12 Ambivalences masculines, puisque certains tenants des Lumières, tout en fréquentant les salons et les soirées, réaffirment les vues traditionnelles sur la position des femmes dans la société. A ce propos, cf. Bonnie S. Anderson et Judith P. Zinsser, *A History of Their Own. Women in Europe from Prehistory to the Present*, vol. 2, London 1990 (en particulier le chapitre: *Women in the Salons*).
- 13 La Genève de la fin du 18e siècle illustre bien cette nouvelle sociabilité exclusivement masculine avec ses nombreux cafés et cercles. Cf. Marc Vuilleumier, *Sociabilité et sociétés à Genève au*

- 19e siècle: quelques exemples, in: Hans Ulrich Jost et Albert Tanner (éd.), *Geselligkeit, Sozietäten und Vereine. Sociabilité et faits associatifs*, Zurich 1991, p. 96–97.
- 14 Cf. par ex. A. Ruchat, *L'Etat et les Délices de la Suisse, en forme de Relation critique*, Amsterdam 1730, p. 363.
 - 15 Cf. les exemples cités par Rudolf Braun, *Le déclin de l'Ancien Régime en Suisse. Un tableau de l'histoire économique et sociale du 18e siècle*, Lausanne/Paris 1988, p. 109 ss.
 - 16 L'on notera cependant que le clientélisme et le patronage ne sont pas l'apanage des femmes, il est tout autant affaire d'hommes; en revanche, le rôle central de la femme comme courroie de transmission entre les parties concernées n'a été encore que peu étudié.
 - 17 Arlette Farge a bien montré la fonction prééminente de la rumeur et du discrédit pour atteindre les individus et les familles. Cf. Arlette Farge, *Familles. L'honneur et le secret*, in: Philippe Ariès et Georges Duby (éd.), *Histoire de la vie privée*, t. 3: De la Renaissance aux Lumières, Paris 1986, p. 594–595.
 - 18 Cf. infra, Gaby Sutter, *Vom guten und schlechten Ruf. Zur Bedeutung des Rufes der Lehrmeisterinnen in der Nachbarschaft und vor Behörden Anfang 20. Jahrhundert*.
 - 19 Cf. infra, Regula Ludi, *Die Moral der Politik – die Gegenmoral der Strasse. Die Ambivalenz von Öffentlichkeit am Beispiel eines Sexskandals in der bernischen Regenerationszeit*.
 - 20 Cf. pour l'étude de ce problème et de ses conséquences dans une communauté tessinoise du 17e siècle, Raul Merzario, *Anastasia, ovvero la malizia degli uomini. Relazioni sociali e controllo delle nascite in un villaggio ticinese (1650–1750)*, Rome/Bari 1992, p. 34 ss.
 - 21 Cf. infra, Regula Pfeifer, *Frauen und Protest. Marktdemonstrationen in der deutschen Schweiz im Kriegsjahr 1916*.
 - 22 Sur cette conception du rôle des femmes dans les émeutes de subsistance, cf. Steven L. Kaplan, *Le pain, le peuple et le roi. La bataille du libéralisme sous Louis XV*, Paris 1976, p. 138 ss.; Yves-Marie Bercé, *Les femmes dans les révoltes populaires*, in: *La femme à l'époque moderne (XVIe–XVIIIe siècle)*, Paris 1985, p. 57–63 (*Bulletin de l'Association des Historiens Modernistes des Universités* 9); Anne-Marie Piuz, [Rapport sur le travail des femmes dans les villes de l'Europe traditionnelle], in: Simonetta Cavaciocchi (éd.), *La donna nell'economia. Sec. XIII–XVIII (Atti delle «Settimane di studi» 21)*, Prato 1990, p. 135 ss.
 - 23 Piuz (cf. note 22).
 - 24 John Bohstedt, *Gender, household and community politics: Women in English riots, 1790–1810*, in: *Past and Present* 120 (1988), p. 88 ss.
 - 25 Michelle Perrot, *Sortir*, in: Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris 1991, t. 4: Le XIXe siècle, p. 475.
 - 26 Cf. infra, Beate Althammer, *Frauenarbeit und Frauenprotest in der Textilindustrie Barcelonas um 1913*.
 - 27 Cf. infra, Anne Radeff, *Femmes au marché (Suisse occidentale, fin 18e – début 20e siècle)*.
 - 28 Brigitte Schnegg, *Frauenarbeitsarbeit in der vorindustriellen Gesellschaft*, in: Marie-Louise Barben et Elisabeth Ryter (éd.), *verflucht und zugenäht! Frauenberufsbildung – Frauenarbeitsarbeit 1888–1988*, Zurich 1988, p. 28.
 - 29 Sur les motivations concernant le déplacement du marché de la viande à Lausanne, cf. Louis-Philippe L'Hoste, *Le ventre de Lausanne. La consommation alimentaire carnée dans la ville de Lausanne aux XVIIIe et XIXe siècles*, mém. de lic. d'histoire économique, Fac. SES, Univ. Genève, Genève 1992, 2 vol. (en particulier chap. 2).
 - 30 Cf. infra, Ulrich Pfister, *Städtisches Textilgewerbe, Protoindustrialisierung und Frauenarbeit in der frühneuzeitlichen Schweiz*.

- 31 Les arguments avancés, à l'exception de l'argument légal qui est effectivement une entrave dans certaines villes suisses, pourraient se discuter. Car, en fait, le négoce à longue distance n'exige pas nécessairement des déplacements; il aurait pu s'organiser aussi en utilisant les compétences d'agents et de commissionnaires.
- 32 Il n'est qu'à voir les réajustements auxquels procèdent les législateurs, surtout protestants, dans le domaine matrimonial.
- 33 Le phénomène de la marginalisation dès le 16e siècle n'est pas limité aux seules femmes; on retrouve ce même phénomène quant aux couches sociales défavorisées et notamment aux pauvres.
- 34 Katharina Simon-Muscheid, *Konfliktkonstellationen im Handwerk des 14. bis 16. Jahrhundert*, in: *Medium Aevum quotidianum* 29 (1992), p. 105. L'exclusion progressive des femmes de la sphère artisanale ne signifiait donc pas alors la réintégration de la femme dans la sphère familiale telle qu'elle était propagée par les conceptions bourgeoises du 19e siècle.
- 35 Ibid.
- 36 Encore me semble-t-il qu'il ne faille pas assombrir indûment les possibilités d'emploi urbain des femmes dans les villes d'Ancien Régime, cf. *infra*.
- 37 Adrian M. van der Woude, *Sex ratio and the participation of female labour in the Dutch Republic*. Contribution à paraître, in: *Actes du XIe Congrès International d'Histoire économique*, Milan 1994.
- 38 Sur l'impact qu'a la conjoncture sur le travail des femmes dans les villes anglaises, cf. Sue Wright, *Churchmaids, huswifes and Hucksters: the Employment of women in Tudor and Stuart Salisbury*, in: Lindsey Charles et Lorna Duffin (éd.), *Women and Work in Pre-industrial England*, London/Sydney 1985, p. 101–121; Mary Prior, *Women and the urban economy: Oxford 1500–1800*, in: Mary Prior (éd.), *Women in English Society, 1550–1800*, London/New York, p. 93–117.
- 39 Cf. *infra*: Liliane Mottu-Weber, *L'insertion économique des femmes dans la ville d'Ancien Régime: réflexions sur les recherches actuelles*.
- 40 Et encore ne faudrait-il pas sousestimer la diversité des activités professionnelles des femmes. Voyez l'énumération des métiers qu'exercent à Berne, dans la seconde moitié du 18e siècle, les femmes qui n'ont pourtant que le statut inférieur d'habitantes, et n'ont donc pas de droit bourgeoisial (cf. Schnegg [cf. note 28], p. 27).
- 41 Au milieu du 18e siècle, près de 5% des actifs masculins de la ville de Olten sont des tricoteurs. Et même en 1900, dans les 19 villes principales de la Suisse, on dénombre encore quelque 9000 actifs qui pratiquent les métiers de la broderie et qui se répartissent en deux tiers de femmes et un tiers d'hommes.